

La Palestine : une question de leadership régional.

le 1/12/2013 10:50:00 (154 lectures)

✘ A partir de 1948, la cause palestinienne nourrit et légitima l'aspiration des divers Etats arabes au leadership politique régional. Cette lutte, et le nationalisme arabe en général, constituèrent aussi un moyen d'asseoir la légitimité et la stabilité intérieure dans ces différents pays.

Jusqu'en 1967, la région fût le théâtre de sévères luttes d'influence entre l'Egyte, l'Irak, la Syrie et la Jordanie. L'objectif était d'apparaître comme le fer de lance de la défense de l'arabisme et du nationalisme palestinien, mais surtout de contrôler les mouvements anti-impérialistes. Tous les Etats développèrent alors des rapports contradictoires avec la résistance palestinienne.

A partir de 1948, la cause palestinienne nourrit et légitima l'aspiration des divers Etats arabes au leadership politique régional. Cette lutte, et le nationalisme arabe en général, constituèrent aussi un moyen d'asseoir la légitimité et la stabilité intérieure dans ces différents pays.

Jusqu'en 1967, la région fût le théâtre de sévères luttes d'influence entre l'Egyte, l'Irak, la Syrie et la Jordanie. L'objectif était d'apparaître comme le fer de lance de la défense de l'arabisme et du nationalisme palestinien, mais surtout de contrôler les mouvements anti-impérialistes. Tous les Etats développèrent alors des rapports contradictoires avec la résistance palestinienne. D'un côté ils apportèrent une aide directe aux factions palestiniennes et créèrent des structures militaires telles que l'Armée de libération de la Palestine en Irak (1960). De l'autre côté, ils empêchèrent ou réprimèrent sévèrement toute expression politique et armée indépendante. Ainsi la Jordanie en 1948, puis l'Egypte en 1958 et 1959, s'opposèrent à la création d'un gouvernement palestinien autonome. Par ailleurs les fedayin palestiniens furent durement réprimés en Egypte, Syrie et Jordanie, et beaucoup se réfugièrent en Arabie Saoudite ou au Koweït où le Fatah fut créé en 1959. Avec la nationalisation du canal de Suez en 1956, puis la création de la République Arabe Unie avec la Syrie en 1958, l'Egypte de Nasser assura pour un temps le leadership du nationalisme arabe. Si l'Irak et la Syrie, au moins en paroles, défendirent « le droit du peuple palestinien à exercer sa propre souveraineté », la Jordanie et l'Egypte entendaient garder la main mise sur le mouvement. Après l'échec de la RAU, l'Egypte tenta de reprendre sa position de leader en créant l'OLP en 1964. Cette organisation représentait alors la matérialisation institutionnelle de la fonction remplie par la cause palestinienne dans la lutte entre les Etats arabes qui la financèrent très largement. Ainsi l'expression du nationalisme palestinien fût fortement influencée par ce contexte.

Après l'échec cuisant de 1967, avec l'occupation de toute la Palestine, du Sinai et du Golan syrien, la Syrie et l'Irak essayèrent de reprendre le leadership en créant des organisations politiques et militaires pour soutenir la résistance palestinienne. Cette dernière trouva aussi dans la défaite des Etats arabes, une occasion de s'autonomiser. Finalement cette défaite conduisit à la montée en puissance des pays pétroliers, avec l'Arabie Saoudite à leur tête. L'arme du pétrole fût alors présentée alors comme le meilleur moyen d'impliquer l'Occident dans le règlement de la question palestinienne, sans toutefois y parvenir, les pays du Golfe ne voulant pas compromettre leurs relations privilégiées avec l'Occident. Jusqu'en 1978, l'argent du pétrole fut redistribué aux « pays de la confrontation », c'est-à-dire principalement l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, et à l'OLP. L'accord de paix signé en 1978 par Sadate avec l'ennemi sioniste fut l'aboutissement de la politique égyptienne de recherche de la paix menée depuis le début des années 70. Il propulsa la Syrie à la tête d'un Front de la fermeté vis-à-vis de l'ennemi sioniste, rejointe bientôt par l'Iran après la Révolution islamique. Cependant la Syrie joua toujours un rôle ambigu en apportant d'une part son soutien à certaines organisations palestiniennes lors de leurs actions en Jordanie ou au Liban, et d'autre part en les réprimant dans les zones sous son autorité. Sa volonté fût de garder le contrôle sur la résistance palestinienne et de ménager ses intérêts nationaux. Dans son rôle de vassal des puissances occidentales, l'Arabie saoudite œuvra continuellement pour empêcher le développement d'un axe fort de résistance au sionisme. Elle assura toujours un soutien aux organisations palestiniennes les moins radicales, Fatah en tête, dans l'objectif de légitimer son pouvoir en interne, notamment sur des bases religieuses, avec la libération de al-Quds comme argument premier.

Depuis le début des années 80, si la Palestine reste la ligne rouge à ne pas franchir pour la plupart des peuples de la Région, elle ne semble plus être l'élément majeur de construction du leadership régional. Paradoxalement le rôle de l'Iran dans la lutte contre le sionisme et le soutien à la résistance libanaise et palestinienne n'a fait que grandir depuis 30 ans. Ainsi cet Etat a acquis une position indiscutable de leader international de l'axe de la résistance à l'impérialisme. Face à cet axe, les monarchies pétrolières, l'Arabie Saoudite et surtout le Qatar, accentuent leur action réactionnaire à la solde de l'hégémonie occidentale.

L'avènement des soulèvements populaires dans la région au cours des deux dernières années illustrent parfaitement ce rapport de force. Les nouveaux régimes en Tunisie et en Egypte ont d'abord utilisé l'antisémitisme comme argument électoral, mais une fois élus, se sont très vite rangés du côté des pétromonarchies du Golfe.

Ainsi si la colonisation sioniste de la Palestine reste l'élément majeur pour expliquer les rapports de force entre les Etats dans la Région, le mouvement national palestinien paraît avoir perdu le rôle géopolitique moteur qu'il a joué à partir du milieu des années 60. Si la libération de la Palestine garde toute sa dimension symbolique et mobilisatrice, le mouvement national actuel semble n'être aujourd'hui qu'un acteur parmi d'autres du combat contre les forces de l'impérialisme et du sionisme. Plus que jamais la libération de la Palestine découlera de la victoire de l'ensemble des peuples arabo-musulmans de la région contre la domination impérialiste.